

24 JANVIER 2020

ACTES DE COLLOQUE

BRUXELLES

Enjeux pour le développement de nos villes à l'horizon 2030

Événement co-organisé par le Point de contact URBACT Belgique et le SPP Intégration Sociale, avec le soutien de WBI, le SPRB et VLAIO.





Événement co-organisé par le Point de contact URBACT Belgique et le SPP Intégration Sociale,
avec le soutien de WBI, le SPRB et VLAIO.

Actes rédigés par l'Agence ALTER (Pierre Jassogne)

Réalisation : Zoé Lejeune

zoe.lejeune@uliege.be

Point de contact belge URBACT

site web : <https://urbact.eu/urbact-en-belgique>

Twitter : @URBACT_BE

Facebook : @URBACTBelgium



SOMMAIRE

Le point de vue de la Commission européenne	p.3
Thomas de Béthune Commission européenne, DG REGIO	
Le point de vue des élus locaux	p.10
Lalynn Wadera Echevine, ville de Louvain	
Le point de vue de l'architecte-urbaniste	p.17
Ariella Masboungi Architecte-urbaniste	
Le point de vue des praticiens de la ville	p.23
Renaud de Backer , Housing First Lab Belgium Patricia Vanderbauwhede , ville de Gand Gregor Stangherlin , ville de Liège	

LE POINT DE VUE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Par Thomas de Béthune
Commission européenne, DG
REGIO

« Perspectives pour les villes 2030+ »

A la Commission européenne, les problématiques urbaines sont tout à fait prises en compte. On sait que les villes sont des lieux de grande importance pour les politiques. Au niveau européen, la volonté est de ne pas laisser les villes seules quant à leur développement. Un grand nombre de priorités, décidées à l'échelon européen, national ou régional, sont aussi et surtout des priorités qui se mettent en œuvre dans les villes.

Enjeux pour les villes européennes

Regardons où on en est : il y a 800 villes en Europe, 800 villes de plus de 50.000 habitants. Deux autres chiffres intéressants à pointer : 72 % de la population européenne vit en ville, et 85 % du PNB est produit dans les villes.

Cela veut dire que quel que soit la politique économique qu'on veut lancer et soutenir, c'est dans les villes que l'essentiel des impacts se mesureront et que les mesures seront prises. Cela signifie aussi que si on n'a pas une politique urbaine, on rate le principal de l'objectif.

En effet, 70 % des législations européennes sont mises en œuvre, implémentées dans les villes, et 55 % des fonds européens sont dépensés pour le développement des villes.

Vous connaissez les discours habituels sur les villes : elles sont les lieux des grands challenges mondiaux et locaux, mais aussi les lieux des plus grandes difficultés qu'elles soient sociales, environnementales... C'est un discours souvent mis en avant depuis vingt, trente ans (cf. State of the European cities 2016).

Depuis plusieurs années, le travail statistique sur les villes a considérablement évolué : le rapport européen sur la cohésion sociale de 2017 (cf. 7th Cohesion report) montre, par exemple, une série de chiffres sur la répartition géographique de la pauvreté. On se dit généralement que la pauvreté est localisée dans les villes. Or, ce n'est pas le cas partout.

Par exemple, elle se concentre davantage dans les zones rurales dans tous les pays de l'Est. En Belgique, par contre, à l'instar d'autres pays occidentaux, la pauvreté se concentre principalement en ville. C'est un élément de comparaison européenne qui permet évidemment d'orienter les politiques, qui permet aussi de mieux comprendre les manières d'intervenir dans vos territoires respectifs.



Pour essayer de comprendre ce qui va se passer en 2030, j'ai été voir ce qui avait été écrit en 2011 dans le rapport européen sur les villes de demain, Cities of tomorrow report. Ce rapport disait que les villes étaient les clés du développement durable, que ce modèle de développement durable était en danger. Il indiquait aussi que de nouvelles formes de gestion et de gouvernance des villes seront essentielles. Ces constats, on pourrait tout à fait les tenir aujourd'hui. Ce rapport évoquait enfin les changements démographiques.

Que s'est-il passé depuis dix ans ? Je ne dois pas faire un dessin : les migrations sont au cœur des enjeux des villes. Au niveau économique, l'économie ne sera plus linéaire, c'est-à-dire qu'il y a aura un affaiblissement du lien entre la croissance économique, l'emploi et le progrès social. C'est assez évident depuis 2011 avec les crises financières et la croissance plate, voire négative, que l'on a eu. Il y a un délitement du lien entre un modèle de croissance et le système social que l'on a construit.

Dans ce rapport, on signalait qu'il y aurait un accroissement de la ségrégation spatiale et sociale. Cela n'a pas fondamentalement changé. La géographie de la pauvreté est restée similaire et les disparités ne se sont pas réduites. La rapport mettait aussi en avant le nombre de personnes qui allaient se sentir abandonnés dans la société et qui allaient de manière violente ou de manière extrême exercer leur opinion. Cela fait écho à des mouvements tels que celui des gilets jaunes, par exemple.



Depuis ce rapport, un autre a été publié en juin 2019, Future of cities report. Son message est simple et appelle surtout à travailler ensemble avec les spécialistes, avec le terrain, les universités pour dresser une cartographie des challenges pour les villes. Quels sont les phénomènes émergents et comment peuvent-ils être traités ? Où va-t-on trouver les solutions à ces challenges ?

D'un point de vue politique, lors d'une rencontre avec tous les maires des capitales d'Europe, la question leur a été posée de savoir quels étaient, pour eux, les sujets les plus importants pour lesquels ils avaient des difficultés aujourd'hui.

Assez étonnamment, ce qui est ressorti, c'est la mobilité, l'environnement et le changement climatique. Donc, on ne parle pas de terrorisme, on ne parle pas de sécurité, on ne parle pas de migration... Vraiment, on est revenu aux fondamentaux. Ils sont confrontés à des questions de base pour les villes.

D'autres sujets ont été évoqués par les maires : l'impact des réseaux sociaux sur la nouvelle capacité à gérer une ville, la rapidité avec laquelle l'information circule et fait évoluer la relation à l'espace des citoyens.

Quand on a son smartphone, on n'a plus de besoin d'indications sur les croisements de rue, quand il y a une information nouvelle qui arrive, qu'elle soit positive ou négative, les gens la connaissent tout de suite. Dès lors, la relation à la ville, au pouvoir a changé.



Pour revenir à cette étude de 2019, plusieurs défis ont été choisis par le Centre commun de recherche (JRC), qui est le service scientifique interne de la Commission européenne :

- les services publics ;
- les inégalités sociales ;
- la mobilité ;
- la santé urbaine ;
- le logement accessible ;
- l'eau dans la ville ;
- le vieillissement ;
- l'empreinte écologique urbaine ;
- les actions climatiques.

Quelles sont les perspectives qui ont été mises en avant ?

- l'espace dans la ville ;
- la technologie ;
- les villes comme centres d'innovation,
- la gouvernance urbaine ;
- les citoyens dans la ville ;
- les villes résilientes.



À côté de cela, la manière dont on bouge, vit, travaille en ville a changé et va continuer de changer. C'est une évidence. On le sait aujourd'hui, et en un an à peine, une bonne partie des villes européennes ont commencé à interdire les voitures dans leur centre urbain. C'était encore inimaginable il y a cinq ans.

C'est désormais un discours évoqué de manière libre et sans violence dans tous les conseils communaux ou municipaux des villes européennes. Avec certaines villes qui ont déjà décidé d'ici 10-15 ans de ne plus avoir de voiture à combustion thermique dans leur centre. Quelle révolution sur l'espace, sur la relation à son environnement ! Cela va changer drastiquement d'ici 2030.

Mais à côté de la mobilité et de l'accès aux villes, un autre point à souligner concerne les objets connectés, la gestion des données. Les villes sont confrontées à un flux de données qu'elles vont devoir gérer à l'avenir.

Cette gestion leur donnera des informations cruciales pour leur choix de développement. Par exemple, aujourd'hui, tous les déplacements des personnes sont enregistrés grâce à leur téléphone.

Toutes ces informations sont connues. Agrégées, elles deviennent exploitables et permettent de déterminer les lieux de vie, de fréquentation, de travail, et donc, où et quand fournir les services nécessaires. Il y a là un impact et un enjeu exceptionnels.



De ce rapport, quelques messages clés sont à tirer : d'abord, en Belgique, on part souvent du principe que les villes grandissent. À part Bruxelles, dans les années 90, l'ensemble des villes n'ont cessé de grandir. Or, ce n'est pas tout à fait le cas au niveau européen, et c'est un enjeu qui va s'accroître puisqu'un quart des villes européennes perdent de la population.

Évidemment, il y a la perte de personnes plus qualifiées - on pense aux pays de l'Est - qui migrent vers des pays comme la Belgique. Aussi, gérer des villes qui se vident est un grand enjeu européen.

Mais est-ce que les villes seront capables de s'emparer de ces données et de les utiliser à bon escient, ou est-ce le secteur privé qui les exploitera à son propre bénéfice comme on le voit déjà aujourd'hui avec des plateformes comme Airbnb qui ne souhaite pas partager ses données sur ses logements. Cela ne risque que de s'accroître.

Un autre message clé de ce rapport, c'est celui de la qualité de la vie en ville : d'ici 2070, les citoyens européens vont vivre huit ans de plus. La population va vieillir. Or, aujourd'hui, la plupart des habitations en Europe ont plus de 70 ans.

Comment fait-on quand on est âgé pour vivre dans un bâtiment qui n'est pas adapté ? Quand on ne vit plus avec ses enfants, on a besoin d'autres types d'espaces.

Toute cette réalité de configuration des espaces se pose de manière cruciale. Les populations jeunes - et on peut citer Bruxelles en exemple, puisque la population de la capitale belge est six ans plus jeune que la moyenne belge - sont aussi un challenge économique et social. L'achat d'un logement est devenu de plus en plus inaccessible.

A titre d'exemple, Munich, où en 2008 il fallait cinq ans de son salaire total pour se payer un logement : en 2018, il en faut neuf. En dix ans, cela a presque doublé. Du coup, une bonne partie de la population se retrouve dans l'incapacité d'accéder au logement. Et Munich est loin d'être une exception : entre 2007 et 2019, les prix des logements en Europe, tant pour la location que pour l'achat, ont grimpé de 20 %. En Belgique, le prix des maisons a augmenté de presque 40 % en 12 ans. Les locations, elles, sont restées un peu en-dessous de 20 % d'augmentation.



Enfin, les villes sont confrontées aux engagements internationaux. Et le premier d'entre eux concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les villes génèrent 70 % de ces gaz.

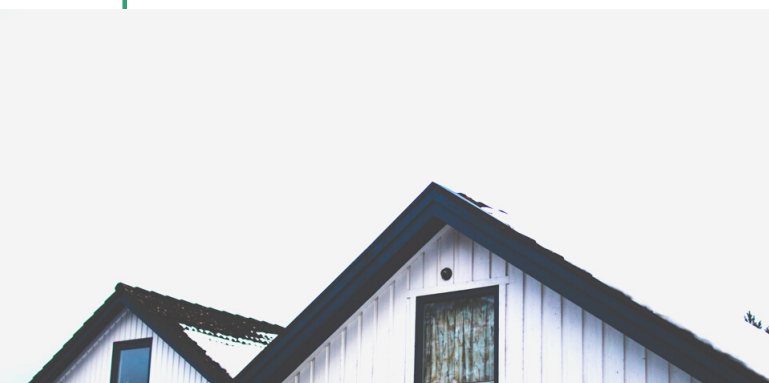
Il est évident que sans travailler avec les villes, l'Europe n'atteindra pas ces objectifs de réduction. Plusieurs études, notamment de l'ONU et de l'OCDE, expliquent d'ailleurs que 80 % des mesures devront être prises au niveau local, à commencer par les villes.

En 2030, la Belgique devra réduire ces émissions de 35 %, et aujourd'hui, nous sommes à 19,5 %. Vous savez aussi que l'une des grandes ambitions de la Commission européenne est d'avoir un continent neutre sur le plan climatique d'ici 2050. Ces 19,5 % ont été atteints avec des mesures productivistes, linéaires, à savoir qu'on a amélioré les processus existants.

Pour le dire autrement, on a recyclé un peu plus, on a isolé davantage et mieux, mais on n'a pas changé fondamentalement le mode de fonctionnement. La transition réelle n'a pas encore eu lieu.

Pour y arriver, il faut donc changer le système et ne plus faire des investissements comme par le passé, mais faire des investissements de transition.

Je m'explique : aujourd'hui, si on doit choisir d'investir sur le recyclage des déchets, doit-on encore construire une nouvelle usine d'incinération ?



Si on le fait, on réduira certes les gaz à effets de serre de quelques pourcents, mais on n'arrivera jamais à 50 % de réduction. Il faut donc choisir des modes de croissance qui modifient complètement la chaîne. C'est une des priorités qui apparaît déjà dans les choix d'investissements qui seront faits par l'Europe, en refusant des investissements qui bloquent la réduction des émissions des gaz à effet de serre.



Soutien pour les villes au niveau de l'UE

L'Union européenne n'a pas sa vision de ce que doit être une ville. Mais en même temps, 70 % des législations européennes s'appliquent et sont directement mises en œuvre par les villes. Cela signifie que l'Europe, par ses investissements ou ses réglementations, a quand même un impact sur les villes, raison pour laquelle elle doit avoir une approche propre.

L'approche ou le modèle de soutien aux villes est un modèle qu'on dit intégré, localisé et polycentré dans le sens où nous ne contribuons pas à la concurrence entre les villes, mais à leur complémentarité. C'est un modèle propre à l'Europe.

Beaucoup d'autres continents ont développé des modèles de développement urbain où c'est la centralité qui compte. Dans cette approche, un des éléments que l'Europe met en avant, c'est la coopération entre les différents niveaux de pouvoir, y compris avec les citoyens.

Au niveau du soutien financier (FEDER/FSE), il y a une spécificité urbaine : plus de 100 milliards d'euros sont investis dans les villes sur la période 2014-2020. Et 8 % de ce montant total, soit 17 milliards d'euros, sont gérés par les villes elles-mêmes.

On a prévu dans notre réglementation que les villes soient les bénéficiaires directes des fonds. Par rapport aux engagements internationaux, notamment environnementaux, donner plus de pouvoir aux villes, leur donner plus de moyens, c'est toucher des leviers importants de développement économique, d'enjeux environnementaux et de problématiques sociales. Il y a actuellement 960 stratégies urbaines intégrées qui sont mises en œuvre au niveau européen (cf. STRAT-Board).

On peut citer aussi le programme URBACT (96 millions d'euros) pour renforcer la mise en réseau des villes européennes. Au niveau de l'expérimentation d'actions innovatrices urbaines, l'UE a lancé le programme Urban Innovative Action, financé à hauteur de 372 millions d'euros.

Plusieurs villes belges y participent : Anvers avec l'économie circulaire, Gand avec la mobilité, Seraing avec la pauvreté et Bruxelles avec le logement.



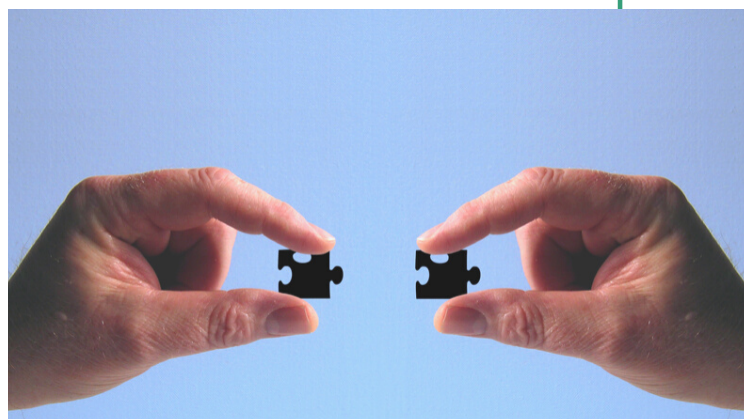
En ce qui concerne la prochaine programmation de gestion et ses objectifs pour 2021-2027, cinq grandes priorités ont été fixées :

- une Europe plus intelligente (innovation et transformation économique intelligente) ;
- une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone (y compris la transition énergétique, l'économie circulaire, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques) ;
- une Europe plus connectée (mobilité et connectivité des technologies de l'information et de la communication -TIC) ;
- une Europe plus sociale (le socle européen des droits sociaux) ;
- une Europe plus proche des citoyens (développement durable des zones urbaines, rurales et côtières et des initiatives locales).

Cette programmation, ce sont 262 milliards d'euros prévus à l'échelle de l'Europe sur sept ans. Cela représente des montants importants, et la méthode de sélection des projets est la même que celle utilisée les années précédentes. Soulignons toutefois que 6 % de l'enveloppe FEDER doit être dédié au développement urbain durable.

Puis deux autres conditions ont été définies pour avoir accès à ces fonds :

- des investissements basés sur des stratégies de développement territorial et local intégré (multithématique, multi-acteurs, gouvernance multi-niveaux) ;
- des acteurs locaux et territoriaux compétents qui doivent sélectionner ou être impliqués dans la sélection des opérations.



L'Europe a également mis sur la table une proposition autour de l'initiative urbaine européenne. Il y a pléthore d'initiatives, de programmes qui fonctionnent de manière volontaire, mais ils n'ont pas un chapeau commun, d'où l'idée de ce programme, financé à hauteur de 0,5 milliard d'euros, qui regroupera l'ensemble des outils liés à la dimension urbaine.

Cette initiative vise à renforcer les approches intégrées et participatives du développement urbain durable et à établir un lien plus étroit avec les politiques pertinentes de l'UE, en particulier les investissements de la politique de cohésion.

Pour ce faire, elle facilitera et soutiendra la coopération et le renforcement des capacités des acteurs urbains, les actions novatrices, les connaissances, l'élaboration des politiques et la communication au service du développement urbain durable.

Trois volets concernent le développement urbain durable :

- l'appui au renforcement des capacités ;
- l'appui aux actions innovantes ;
- l'appui en matière de connaissances, d'élaboration des politiques et de communication.



Cette initiative couvre toutes les zones urbaines et peut soutenir l'Agenda Urbain pour l'Union européenne. L'agenda urbain pour l'UE est une initiative lancée en 2016 par la Commission européenne, les États membres et les villes pour faire face aux enjeux du développement urbain.

De là des partenariats ont été créés, - et la Belgique et les villes belges y sont d'ailleurs assez actives - afin d'identifier par thématique la manière d'améliorer la réglementation européenne. Depuis le lancement, on compte 262 partenaires, des centaines de villes, ce qui leur permet au niveau européen d'avoir une réelle voix au chapitre.



LE POINT DE VUE DES ÉLUS LOCAUX

Par Lalynn Wadera

Echevine de l'économie et de
la diversité, ville de Louvain

« Louvain, une ville aimante, verte et prospère »

Je voudrais d'abord vous donner quelques éléments de contexte sur ma ville. Louvain est une ville de 100.000 habitants. Une ville de taille moyenne, donc. Mais ce qui est tout à fait spécifique, c'est que chaque année nous accueillons 60.000 étudiants. Au final, nous gérons une population de 160000 personnes sur un territoire relativement petit. Mais cela fonctionne assez bien.

Autre spécificité de notre ville, c'est son université, la KU Leuven, une grande université qui se situe sur le territoire de la commune, avec toutes les conséquences que cela suppose : de nombreuses entreprises, des spin off, des organisations gravitent autour de l'université. Ce qui influence la vie de la ville.



Partir des citoyens

Au niveau de la méthode, Louvain a fait le choix de la participation citoyenne. Nous sommes convaincus de cette approche. Nous ne voulons pas décider de tout pour la population, nous voulons décider les choses ensemble.

A côté des citoyens, il y a beaucoup de personnes qui ont une expertise dans de nombreuses matières et ces connaissances doivent être rassemblées et valorisées. Nous espérons de cette manière, et on le constate déjà sur le terrain, que cette participation qui démarre offrira de réelles perspectives et répondra aux besoins des citoyens qu'ils soient de Louvain ou qu'ils gravitent autour de la ville.

De cette manière, nous créons une ville plus chaleureuse, plus inclusive. C'est un principe auquel nous attachons beaucoup d'importance. Il favorise aussi le sentiment d'appartenance et de fierté d'être Louvaniste chez les habitants qui deviennent en quelque sorte des ambassadeurs de la ville.

A) Une gestion horizontale

Quand nous évoquons cette participation, nous utilisons les modèles horizontaux de gestion, c'est-à-dire que la ville détermine le cadre (nous avons une vision, une orientation, si on prend l'écologie ou l'économie, par exemple), mais ensuite tous les acteurs sont réunis pour donner sens à ce cadre et répondre aux souhaits des citoyens.

Cette gestion horizontale repose sur le modèle de la quadruple hélice :

- entreprises ;
- pouvoirs locaux ;
- experts ;
- citoyens.

Il est illusoire de penser que la Ville peut s'attaquer seule aux défis économiques, écologiques ou sociaux. Louvain a la chance de compter beaucoup de réseaux qui contribuent à cette dynamique.

C'est un moyen important pour déterminer les priorités et les orientations de la ville. Chaque jour, des Louvanistes se réunissent pour travailler sur ces différentes priorités et trouver des solutions créatives.

Par exemple, Leuven 2030 est un réseau basé autour de la question climatique. Il encourage les résidents, les entreprises, les écoles, les organisations et les élus à agir et à œuvrer ensemble à la neutralité carbone.

Autre réseau important, Leuven MindGate, fondé par 29 institutions de savoir, entreprises et associations de la région de Louvain, en partant du constat suivant : Louvain est une région très active dans le domaine de la santé, de la haute technologie et de la créativité. Elle possède tous les atouts pour devenir la région par excellence en termes d'entrepreneuriat, de recherche, d'étude et de vie.

Leuven MindGate veut donc placer la région sur la carte internationale et ainsi attirer davantage d'entreprises, d'investisseurs et de talents. Leuven MindGate veut également être un moteur pour stimuler l'écosystème existant et la pollinisation croisée unique entre les entreprises locales. Pour ce faire, nous rassemblons ces acteurs et participons activement à des projets nationaux et internationaux.

B) Une participation multiforme

Cette participation est organisée de différentes manières et entre en ligne de compte dans des domaines très divers.

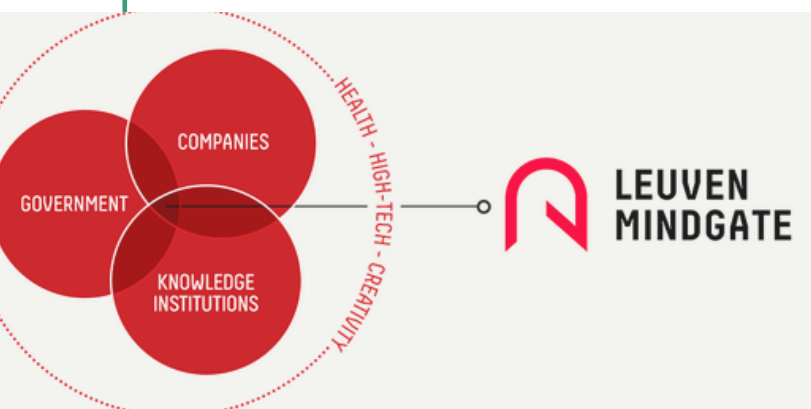
Par exemple, nous avons lancé « Leuven maakt het mee » : la commune a appelé chacun à réfléchir à l'avenir de la ville, à venir partager son idée pour le futur de Louvain.



Le Conseil communal a par la suite intégré les idées des citoyens dans ses plans pour la ville. Tout habitant de Louvain a reçu, dans ce cadre, une carte postale sur laquelle il pouvait s'exprimer, dire quel était son projet, son idée par rapport à la ville.

On pouvait proposer ses idées en ligne. On a touché par ce biais un public très large, qui s'est aussi largement impliqué dans cette démarche puisque nous avons reçu des milliers d'idées. Il ne s'agissait pas uniquement de recevoir des propositions de citoyen.ne.s, mais aussi de leur répondre, de dire ce qui était possible ou pas, si c'était finançable ou pas, si cela entrait ou non dans la vision de développement de la ville.

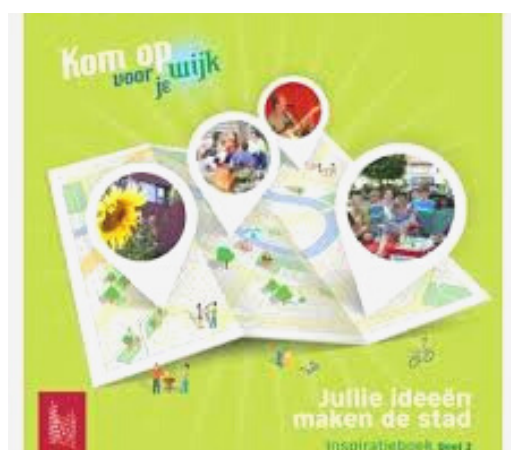
On a donc fait l'exercice de répondre aux citoyen.ne.s. Pour bon nombre d'idées, nous avons pu en tenir compte et nous sommes en train de travailler avec les citoyenne.s à leur mise en place. Ce qui participe là aussi à créer de belles synergies entre élus et citoyen.ne.s.



Autre moyen de favoriser cette participation : informer les citoyens. C'est la manière la plus classique à vrai dire. Mais nous voulons faire plus que les informer, nous voulons les consulter, leur demander leur avis.

A côté de la consultation, les citoyens ont la possibilité aussi de lancer des initiatives dans leur quartier et d'être aidé par la ville. C'est le projet « Kom op voor je wijk », littéralement « Défendez votre quartier ».

Nous recevons à ce niveau de plus en plus de demandes. De ces initiatives, nous avons réalisé des livres qui reprennent l'ensemble des projets soutenus dans les quartiers, lesquels peuvent évidemment inspirer d'autres citoyens.



Les priorités de la ville sont de quatre ordres :

- Créer des emplois de proximité intéressants pour tous ;
- Vivre ensemble dans la diversité ;
- Réduire l'empreinte écologique ;
- Lutter contre la pauvreté ;

1) Des emplois de proximité intéressants pour tou-te-s

Au niveau de l'emploi, Louvain doit être une ville « pour tout le monde ». Avec l'université, on retrouve parmi la population des profils d'emploi très qualifiés.

Il y a une réelle dynamique et plus-value dans la ville grâce à cette présence, mais il faut que les autres catégories de la population puissent aussi profiter de cette dynamique.

Il y a quelques chiffres sur lesquels je voudrais insister : au niveau du taux de chômage, il se situe à 7,4 %, et est inférieur à la moyenne des autres villes.

Autre chiffre : le nombre de navetteurs. Il est plus élevé que la moyenne (73 % contre 65,2 % en moyenne), cela s'explique par la proximité avec Bruxelles.

Cela pose évidemment des questions en termes de gestion de la mobilité. Pour répondre à ce défi de l'emploi, nous croyons ici aussi, et cela n'étonnera personne, à la participation. Tout ce qu'on peut faire ensemble, on le fait mieux.

Nous voulons par exemple construire des partenariats plus forts et stables avec les organisations comme le VDAB, l'enseignement, l'université, les centres de formation et les employeurs pour renforcer notre tissu social et économique afin que chacun se sente le mieux possible à Louvain, puisse s'y développer et y rester pour créer de l'emploi.

Nous avons aussi l'ambition de soutenir l'économie sociale. C'est un pôle très fort que la ville soutient. Nous avons fait le choix très explicite au niveau de la ville de dire que c'est une économie qui a la même valeur que les autres et qui doit être soutenue par les autorités. C'est pour cela que nous dégageons des lignes budgétaires.

L'enseignement doit aussi être renforcé. Pour nous, c'est le levier essentiel pour générer plus de talents. On se rend compte que c'est là que les changements peuvent se produire, raison pour laquelle la ville doit générer des capacités budgétaires pour avoir l'offre la plus riche et complète possible en matière d'enseignement. Aussi au niveau de l'apprentissage du néerlandais afin d'aboutir à de meilleurs résultats.



En ce qui concerne les start-up, l'objectif est d'accompagner les personnes qui ont d'excellentes idées, afin qu'ils développent leur projet en restant à Louvain, et de la sorte qu'elles participent à la réflexion autour de la ville de demain. Il est important de leur apporter notre aide. C'est toute l'ambition de Leuven Mind Gate, notamment.

Au niveau des entreprises, Louvain veut avoir un rayonnement international, en étant la plus attractive possible. Louvain est une ville florissante par les nombreux avantages qu'elle présente. Mais un des problèmes qui se pose dans ce développement, c'est le manque d'espace disponible. Le prix des terrains est très cher, ce qui peut faire fuir l'installation d'entreprises.

C'est toute l'ambition d'un projet comme Leuven Noord, soit 240000 m² d'espace supplémentaire pour les entreprises, grandes ou petites, de façon à ce qu'elles trouvent une place idéale au développement de leur activité. Le mot-clé, c'est là aussi la collaboration et la participation, notamment avec la KU Leuven et la SNCB.

Une autre initiative que nous avons lancée depuis quelques années, c'est l'International House, initiative conjointe de la ville de Louvain et de Leuven Mind Gate. L'International House Leuven est un centre d'information, de connaissances et de services pour les internationaux et leurs familles, ainsi que pour les organisations de la région de Louvain employant des talents internationaux.

Nous avons beaucoup d'entreprises : il faut qu'elles puissent attirer les talents étrangers notamment dans les secteurs de l'innovation.

Notre ambition est d'accompagner la relocalisation, l'intégration sociale, la vie et le travail de ces personnes dans la région. Cette International House est aussi une plaque tournante dynamique pour le réseautage local et le renforcement communautaire. Il renforce et met en valeur le caractère diversifié et international de Louvain.

2) Vivre ensemble dans la diversité

171 nationalités sont présentes sur le territoire communal. Ce sont autant des expatriés que des réfugiés. Nous sommes la deuxième ville flamande qui compte le plus de personnes d'origine étrangère.

Ce sont souvent des jeunes : 44,6 % des personnes d'origine étrangère sont jeunes. Louvain est aussi une ville très positive et ouverte à l'égard de ces autres cultures. 47% de la population la décrivent comme telle.



Cette diversité est un défi pour toute la ville, évidemment. Une première manière de travailler passe par l'intégration, en favorisant l'ancrage local de ces personnes. Cela passe par l'apprentissage de la langue néerlandaise. Il est essentiel pour favoriser les contacts, les échanges, les rencontres.

On mise beaucoup là-dessus, notamment au niveau de la formation, afin que les personnes d'origine étrangère soient formées au néerlandais le plus vite possible. Une initiative à signaler à ce niveau, c'est le Taalvloer. L'apprentissage d'une langue ne se fait pas seulement à l'école.

C'est pourquoi nous voulons donner aux non-natifs l'opportunité de pratiquer leur néerlandais dans la vie quotidienne. Plus précisément, nous les encourageons à travailler en tant que bénévoles dans une association, afin qu'ils puissent avoir de « vraies » conversations en néerlandais et en même temps apprendre à connaître un environnement (de travail) belge. De cette façon, leur confiance en néerlandais grandit et leur nouvelle vie ici devient un peu plus facile.



Pour stimuler un vivre-ensemble harmonieux, il faut que les gens se connaissent mieux, partagent davantage de moments ensemble. Cela passe notamment par les fêtes qui ont lieu dans les différentes communautés culturelles présentes en ville. Un exemple parmi d'autres : le Nouvel an chinois.

En matière de lutte contre le racisme, Louvain a déjà pris des mesures pour un avenir sans racisme. La ville a signé la charte de la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR), un réseau de villes européennes qui luttent contre le racisme au niveau local.

Deux cents partenaires se sont alors engagés dans un « Louvain sans racisme ».

L'éducation est un thème important si nous voulons nous concentrer sur une ville sans racisme. Gérer la diversité est un défi dans nos écoles si nous voulons faire de l'égalité des chances notre objectif le plus élevé. On le voit, les écoles sont de plus en plus colorées.

Et pourtant : si vous demandez aux élèves de colorier la couleur de peau d'un personnage, presque tous les enfants - quelle que soit leur origine - prennent généralement le même crayon de couleur : rose clair. C'est pourquoi le réseau éducatif a lancé une opération autour des crayons de couleur sans racisme, manière d'encourager l'éducation à utiliser la diversité comme un atout.



A côté de cela, Louvain a élaboré une politique relative aux réfugiés. En soutenant des trajets d'insertion de six mois lors desquels les primo-arrivants suivent des cours, qui leur permettent de se connaître, de connaître leur environnement, et qui les aident à surmonter leurs traumatismes.

Nous voulons éviter que ce groupe attende des mois et des mois avant d'avoir une formation ou un cours de langue. Tout cela contribue à un dialogue démocratique ouvert, en continuant de parler de tout ce qui nous lie, plutôt que de tout ce qui nous divise.

3) Réduire l'empreinte écologique

Louvain a aussi une grande ambition au niveau climatique et notamment en matière de réduction de l'empreinte écologique.

Quelques chiffres : à Louvain, 60% d'émissions de CO2 viennent des bâtiments. La ville compte 47 % d'espaces verts et 50 % des Louvanistes choisissent le vélo pour se déplacer.

Nous voulons, en tant que ville, donner le bon exemple à travers davantage d'espaces verts, en favorisant la mobilité durable et la vie durable pour tous, en jouant aussi sur la participation, à l'instar du réseau Leuven 2030, avec une coupole qui réunit l'université, des habitants et des associations. Ce projet a permis de déterminer 13 programmes pour atteindre la neutralité carbone dans toute une série de domaines.

des subsides, pour réaliser des toitures vertes, des façades vertes... Tout cela contribue au verdissement de la ville.



Louvain, ville verte, cela passe aussi par l'écologisation des zones vertes. Nous mettons beaucoup d'énergie dans la mise en place de nouveaux parcs publics, en se basant aussi sur l'offre privée. Nous pensons aussi à la biodiversité, à travers des « Tiny Forests ». Louvain a ainsi planté deux « forêts de quartier », représentant ensemble plus de 4000 arbres.

En plus de ces deux emplacements, la ville continuera à rechercher des emplacements supplémentaires pour des projets similaires au cours des prochains mois. Les citoyens peuvent s'y rencontrer et profiter du calme et de la nature à quelques pas de chez eux.

Pour encourager cette biodiversité, on demande aussi aux Louvanistes d'y contribuer. Ils co-décident et co-réalisent, à travers des

4) Lutter contre la pauvreté

La pauvreté est une thématique importante pour la ville. Nous devons nous attaquer à ce problème de diverses manières pour aider les personnes à compléter leurs revenus, à se former, à se loger ou à se soigner. Je vous donne quelques exemples d'initiatives lancées à Louvain.

D'abord, les primes locatives. Nous souhaitons soutenir financièrement les candidats locataires basés à Louvain qui sont depuis longtemps sur la liste d'attente pour un logement social, afin de réduire la charge locative.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté des enfants, cette prime locative s'adresse aux familles avec enfants. Il y a aussi une épicerie sociale avec un système de paiement qui permet à chacun de payer en fonction de ses revenus.



On peut parler aussi de mobilité, à travers VELOKadee. Il s'agit d'un abonnement vélo (60 euros/an) qui permet d'échanger le vélo de votre enfant lorsque le précédent est trop petit.

Vous avez donc toujours un vélo décent adapté à votre enfant. Ce projet donne ainsi la possibilité à tous les enfants de faire du vélo sur du matériel solide et sûr. De plus, ce système comprend l'entretien du vélo.

Un autre projet sur lequel j'attire votre attention : KinderKuren. La ville aide les écoles primaires de Louvain à organiser une garderie après l'école. KinderKuren organise également des activités ludiques et éducatives.

Dans le même genre, il y a le projet Buddy, une initiative de la ville de Louvain dans laquelle les enfants et les jeunes reçoivent l'aide d'un coach scolaire après l'école. Dans un cas comme dans l'autre, l'objectif central est de promouvoir les chances de réussite scolaire pour tous.



LE POINT DE VUE DE L'ARCHITECTE- URBANISTE

Par Ariella Masboungi
Grand Prix de l'Urbanisme 2016

« Quel urbanisme pour un monde qui change ? »

J'ai beaucoup travaillé sur l'Europe, en explorant de nombreuses villes. Je pense qu'on apprend beaucoup les uns des autres. On rencontre chacun à notre niveau les mêmes problèmes, même si on ne les résout pas de la même manière.

Mon travail est surtout de comprendre les mécanismes mis en œuvre dans les villes et de voir quelles peuvent être les méthodes à dégager. C'est plus une approche par le projet. Les villes m'ont toujours beaucoup plus intéressée que les États car elles sont en première ligne face à toutes les menaces.

Par rapport aux enjeux de la durabilité, qui constituent la nouvelle frontière du projet urbain, ce sont les villes qui inventent bien davantage que les États. Regardez aux États-Unis, il y a un retrait total de l'État sur la question environnementale ; dès lors, ce sont les villes qui s'engagent comme Seattle ou Detroit.

Je vais parler en tant qu'urbaniste. A priori, les urbanistes sont des gens optimistes. Pourquoi ? Parce qu'ils ne cessent d'entendre que tel ou tel projet est impossible, est trop compliqué... Si on n'est pas porté par cette émotion, cette envie de faire, on ne soulèvera pas de montagne.

Pourtant, ce n'est pas simple : les évolutions actuelles sont terribles. Réchauffement climatique, accroissement des inégalités sociales, poids de la voiture... La ville est soumise à des pollutions diverses, confrontée à la raréfaction des ressources, à la perte de la biodiversité.

Puis, on reste dans un modèle de développement qui généralise l'étalement urbain - un désastre ! - en favorisant, par exemple, l'implantation de centres commerciaux en périphérie.

Pour de nombreuses raisons, le monde de demain apparaît incertain. Comment les villes peuvent-elles faire face aux incertitudes et à un monde qui change ?

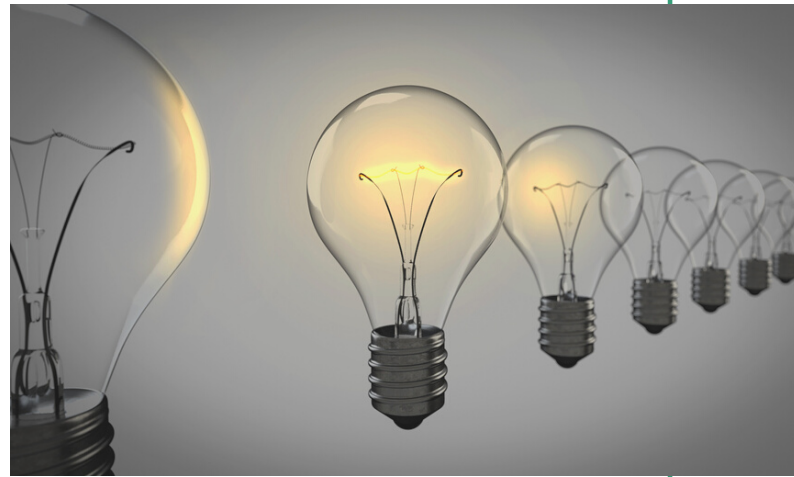


Fin des grands projets ?

J'ai beaucoup observé les villes qui changeaient, confrontées soit à des situations de catastrophe, soit à la volonté de changer d'échelle. Ce sont souvent les deux moteurs des villes qui bougent.

Une ville comme Gênes était complètement en perte de vitesse, voilà quelques dizaines d'années. Elle avait perdu 400.000 habitants, et les autorités ont, à un certain moment, voulu que les jeunes vivent et travaillent à Gênes. Elles se sont lancées dans un projet ambitieux, en contribuant au renouveau du port, avec une énergie incroyable et peu d'argent. Ce qui a permis un changement d'image significatif.

A côté de la catastrophe, il y a la volonté de changer d'échelle. C'est le cas de la ville de Nantes, avec un travail admirable sur les mobilités douces, notamment le tramway, mais aussi à travers un projet extraordinaire comme l'Ile de Nantes.



Cela participe à un renouveau du quartier, du patrimoine légué par l'histoire... Ces deux exemples, c'est un travail sur 20 ans à travers des grands projets qui changent l'image des villes. Finis les grands projets !

Les investissements massifs des villes ne sont plus d'actualité : les villes ont moins d'argent, voire plus du tout. Ils sont remplacés par des appels à initiatives qui vont être relayés par la puissance publique et le privé. Le rôle de l'urbaniste change : on passe de la logique de la demande à celle de l'offre.

Les urbanistes sont appelés à proposer des idées pour nourrir le territoire, si possible en s'associant à des opérateurs privés à partir de petits projets qui donneront sens à une vision d'ensemble de la ville.

La revitalisation urbaine et culturelle est le levier de la régénération économique et sociale

A côté des grands projets, la revitalisation urbaine reste encore considérée comme un levier de la régénération économique et sociale.

Cela a été le moteur de la plupart des villes. A ce niveau, citons Birmingham. Catastrophe économique, perte industrielle... Birmingham, deuxième ville d'Angleterre, avec 1,5 million d'habitants, était la risée de la Grande-Bretagne. C'était aussi une ville démolie par la guerre, reconstruite avec le mouvement moderne, avec un boulevard périphérique de 400 m de diamètre au milieu du centre.



Que ce soit à Gênes ou Nantes, il y a eu l'affirmation de la nécessité de garder le bâti existant, notamment industriel, et de le recycler. Fini de faire table rase du passé ! Aujourd'hui, on recycle les usines abandonnées pour en faire des lieux de loisir et de créativité. On crée des lieux de plaisir dans la ville, avec l'audace d'accueillir des initiatives qu'on n'avait pas prévues pour ce type de lieu. On libère des espaces, on accueille des initiatives, des personnes veulent s'y installer...

Les autorités se sont dotées d'une vraie vision : Birmingham ne peut pas devenir une ville touristique, mais peut devenir une ville du tourisme d'affaires.

Cette vision stratégique a permis de régénérer l'espace public, en remettant le commerce en ville. Je parlais de l'étalement urbain comme d'un désastre. Depuis 20 ans, il n'y a plus en Angleterre de centre commercial en dehors des centres-villes. A Birmingham, pour renouer avec l'espace public, un centre commercial y a été installé. En Angleterre, les centres commerciaux sont là pour réparer les villes. Ils doivent fabriquer du tissu urbain.

Cette foi du projet urbain comme réparateur de l'économie existe toujours mais c'est plus compliqué. Car il faut intégrer tout le monde, pas seulement les classes créatives. Il faut, en pensant un projet de revitalisation urbaine, veiller à ne pas exclure. Pour le moment, on exclut, on fait monter les prix, en éloignant les citoyens les plus modestes.



Le terme est certes désobligeant, mais ces territoires existent. Les Italiens ont pu estimer que cela représentait 60 % du pays. Cela veut dire que ce sont des territoires dépourvus de services, dépourvus de transports, rencontrant toutes les difficultés qu'on peut imaginer... Les gilets jaunes, ils sont là.

Une étude a montré que ce rapport entre territoires oubliés et gilets jaunes conduit à un vote extrême. Ce ne sont pas forcément les endroits les plus pauvres, mais ils sont au milieu de rien. Changer d'échelle est dès lors extrêmement important.

L'expérience unique en Europe vient d'Allemagne. C'est l'Emscher Park, soit 70 km de long avec une action qui a anticipé le développement durable. La règle : on ne construit aucun territoire qui n'a pas encore été urbanisé. Ce travail à grande échelle a été passionnant parce que mû par l'écologie, l'économie, le travail social. Parmi les projets, on a encouragé un café de femmes turques, un projet qui s'inscrit dans la même veine que le réaménagement d'usines ou de terrils.

Actuellement, je m'intéresse beaucoup au bassin minier français, un territoire oublié, même si on me conteste ce terme. Il s'agit de territoires qui souffrent, abandonnés par les anciennes industries. Un désastre ! C'est l'endroit où on est le plus malade en France, où on meurt le plus jeune, où le taux de chômage est le plus élevé, etc. . L'État français a offert le Louvre Lens. Cela fait venir environ 500.000 visiteurs par an.



La ville territoire, nouvelle échelle territoriale du projet urbain

Il est impensable aujourd'hui de dire que l'urbanisme se passe uniquement sur une partie de la ville. Cela n'a pas de sens dans un territoire étalé comme la Belgique ou la France. Il faut donc changer d'échelle, notamment en lien avec le défi écologique et environnemental. Il faut des stratégies à grande échelle pour pouvoir aborder ces enjeux. Notamment à l'égard de ce qu'on appelle les territoires oubliés.

Et cela a permis un travail de fond sur ce territoire, notamment en réalisant à partir des terrils la chaîne des parcs. Une véritable splendeur, avec peu de moyens, en s'appuyant sur ce qui existe.

La situation s'améliore, mais la confiance ne s'installe pas forcément. Cela pose des questions énormes sur la manière dont on peut favoriser la création d'emplois locaux.

Par exemple, le Louvre assure des formations à l'expression orale des jeunes du bassin minier. Et cela a permis un travail de fond sur ce territoire, notamment en réalisant à partir des terrils la chaîne des parcs. Une véritable splendeur, avec peu de moyens, en s'appuyant sur ce qui existe. La situation s'améliore, mais la confiance ne s'installe pas forcément.

Cela pose des questions énormes sur la manière dont on peut favoriser la création d'emplois locaux. Par exemple, le Louvre assure des formations à l'expression orale des jeunes du bassin minier.

Quelle solidarité peut-on avoir entre ceux qui gagnent et ceux qui perdent ? C'est tout l'enjeu, et c'est une des frontières du projet urbain. Une des réponses est la grande échelle : en France, on a créé des métropoles avec des pouvoirs importants. Rien que Marseille, cela représente plus de 3000 km².



A Marseille, tout le territoire a seulement trois jours d'autonomie alimentaire alors que c'est une zone agricole immense, mais à cause de l'étalement urbain, des problèmes d'eau se posent, et en cas d'incendie, vous imaginez le scénario... Le fait de travailler à la bonne échelle permet de répondre à ces défis sociaux et environnementaux.

Par exemple, en matière d'échelle, on peut citer, toujours en France, l'exemple de l'estuaire de la Loire : 100 km entre Nantes et Saint-Nazaire. Il y a eu un travail très intéressant en réalisant des biennales d'art contemporain tout le long du fleuve. Cela a donné un sentiment d'appartenance à ce territoire, et chaque œuvre d'art a été l'occasion de travailler avec les villes.

A partir de là, il y a un travail en commun qui s'est mis en place, en collaboration avec les maires, notamment pour que de la nourriture bio soit servie dans les cantines. Résultat ? Une telle initiative sert les intérêts des agriculteurs locaux.

Le développement durable comme mode de vie et comme philosophie de l'action

Le développement durable est souvent considéré sujet par sujet (mobilité, logement, énergie...), mais pas comme un ensemble cohérent. L'exemple le plus démonstratif est Breda aux Pays-Bas où le développement durable y est un mode de vie.



Cette métropolisation est une assez bonne échelle pour travailler sur le territoire, même si c'est compliqué au niveau de la mise en place.

En matière de développement urbain, l'énergie peut être la source de nouvelles initiatives pour les villes.

En Espagne, dans des quartiers très difficiles de Madrid, on trouve des arbres technologiques qui fournissent de l'eau, de l'énergie, des lieux de loisirs.

Ce qui est le plus important, c'est de travailler sur le mode de vie, les comportements comme à Karlsruhe où les habitants co-conçoivent un quartier sans voiture et énergétiquement proche de la neutralité.

On sera durable si nos modes de vie le sont, et non pas si un gouvernement le décide. Il faut les deux. S'il n'y a pas une demande sociale, on n'y arrivera pas.



En France, quelques expériences existent comme à Paris dans le quartier de la Bibliothèque nationale : la société d'aménagement a acheté tous les rez-de-chaussée, et les a attribués au type de commerces qu'elle souhaitait. Toujours à Paris, il y a un dispositif intéressant : Vital'quartier qui permet à la ville d'acheter des tas de rez-de-chaussée qui ne fonctionnent pas bien et de les réattribuer.

L'autre enjeu est de réparer les entrées de ville, de rééquilibrer le rapport centre-périphérie. Pourtant, les opérateurs commerciaux continuent à insister sur un modèle dépassé, en créant des centres toujours plus éloignés des villes et en y attirant les clients avec une offre de loisirs..

Favoriser les initiatives

Des budgets participatifs existent un peu partout en Europe. C'est important que la population s'empare de projets et qu'on lui donne de l'argent pour les réaliser.

Berlin est en la matière une spécialiste de l'accueil d'initiatives citoyennes.

Pareil à Amsterdam. Pendant la crise, la ville n'était plus en mesure de faire des projets. Des créatifs sont venus trouver les autorités en leur disant : « laissez-nous les terrains et on va faire des choses ».



Faire la ville par la gestion de la mobilité et l'espace public : la ville « marchable »

Donner la priorité aux piétons, aux mobilités douces, c'est l'enjeu des villes. On peut faire cela à très bon marché, en gagnant du terrain sur la voirie, pour créer de l'espace public.

Le rez-de-chaussée comme projet de ville

La ville doit être aimable, donc, elle doit avoir des rez-de-chaussée vivants. Ce n'est pas seulement du commerce, mais c'est une réflexion à avoir sur tous les bâtiments s'ouvrant sur la rue.

Ils ont pris, par exemple, un terrain hyper pollué, y ont mis des vieux bateaux et sur ceux-ci, ils y ont implanté des bureaux et des bistrotts, tandis que la végétation permet de dépolluer le lieu. S'ouvrir aux initiatives, cela enrichit. Mais pour cela il faut changer son ADN, en intégrant ce savoir-faire dans le développement du territoire, en faisant appel à la collectivité.



Articuler plan et projet

Il est essentiel dans l'urbanisme de demain d'articuler plan et projet. Deux mondes qui se détestent. Le plan, c'est la planification. Je considère qu'il est plus indispensable que jamais de planifier, mais de façon très souple.

Ce qui m'a frappé à ce niveau, c'est ce que font les Américains avec le Plan NYC, à savoir des ambitions pour agir sur l'environnement, le logement, la mobilité, en se donnant une doctrine : appliquer à partir de projets réalisés par des agences.

Partenariat public-privé

On a beaucoup cru que le privé allait nous sauver. Dans certains cas, oui. On l'a vu à Liverpool par exemple, en sauvant le centre-ville, mais dans le cadre d'une révision de ce que la ville voulait faire.

Ce n'est pas parce que c'est le privé qui va réaliser le projet que la puissance publique démissionne. C'est un message majeur. Bien sûr, on travaille avec le privé, mais on ne démissionne pas. La ville dit ce qu'elle veut faire, et elle négocie dans une culture du contrat.

Oser agir au risque de se tromper

Je plaide pour la diversité, l'évolutivité : la ville de demain est la ville évolutive, et on a besoin d'élus qui se jettent à l'eau. C'est plus vrai que jamais parce que tous les projets sont contestés aujourd'hui.

Par exemple, Lisbonne s'est engagée sur le départ de la voiture hors de la ville, en favorisant le piéton. Tout le monde a dit au maire qu'il allait perdre les élections, il a été réélu haut la main. Mais on a besoin d'élus qui n'ont pas la trouille parce que la contestation sociale est là.

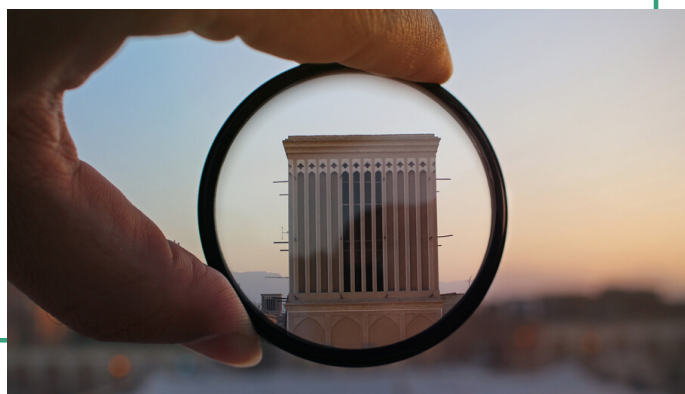
Solidarité et équité imposent de lier projet urbain et projet socio-économique

Comment faire pour avoir de la cohésion sociale sur son territoire ? C'est bien sûr en travaillant au niveau des grandes échelles territoriales, en faisant attention lors de projets d'aménagement à ne pas exclure, à maîtriser le coût des logements...

Ce sont des sujets majeurs pour la ville de demain. A Berlin, on accueille les réfugiés dans l'aéroport. A Lisbonne, on construit des quartiers où on valorise la différence.

Faire une ville « pas ch... » évolutive et diverse

La ville pas chiant, c'est la ville permissive, productive, où l'accident est une richesse. La ville n'est jamais finie, et ce qu'on attend des urbanistes de demain, c'est qu'ils soient optimistes, tenaces, curieux, avec une liberté d'esprit, qu'ils rassemblent des disciplines séparées, accueillent les initiatives nouvelles, tout en défendant des valeurs fondamentales.



LE POINT DE VUE DES PRATICIENS DE LA VILLE

Par Renaud de Backer,
Patricia Vanderbauwhede et
Gregor Stangherlin

ROOF network & Housing First Lab
Belgium

La fin du sans-abrisme en Belgique : une utopie ? (Renaud de Backer & Geert De Bolle, Housing First Lab)

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il est utile de rappeler quelques données factuelles : en moyenne, les personnes sans-abri décèdent entre 45 et 50 ans en Belgique. Elles ont 30 ans d'espérance de vie en moins que le reste de la population.

A côté de cela, les dépenses, notamment celles liées à l'hébergement d'urgence, sont toujours plus importantes. Tout cela questionne l'opportunité de recourir à ces hébergements à la nuitée ou à des plans saisonniers.

Deuxième info à garder à l'œil : + 96 % en dix ans de personnes qui dorment en rue rien qu'à Bruxelles.



Housing First Belgium

Housing First Belgium est un projet qui accompagne les personnes sans-abri chroniques, présentant des troubles de santé mentale ou d'addictions. Bref, un peu la figure du clochard, pour le dire simplement.

Ce projet s'inscrit en rupture par rapport à l'approche traditionnelle qui prône une succession d'étapes, de passages par palier pour pouvoir aider la personne à se réinsérer durablement à travers l'inclusion dans un logement.

Ces personnes sans-abri passent, étape après étape, dans des hébergements temporaires pour finalement prouver (ou non) leur capacité à habiter dans un logement.



Développé aux États-Unis au début des années 90, Housing First change ce paradigme en permettant à ces personnes d'accéder directement à un logement individuel dans lequel une équipe d'accompagnement va les suivre.

L'approche promeut l'accès inconditionnel, notamment sur la question liée aux assuétudes ou aux problèmes psychiatriques, à un logement. Celui-ci est la plupart du temps individuel dans le parc locatif qu'on connaît, public, privé, et dans une logique de diffusion, on ne met pas toutes ces personnes au sein d'un même immeuble. On essaie plutôt de les répartir dans la ville, et faire en sorte qu'elles puissent s'intégrer dans une forme de cohésion sociale.

On ne peut évidemment pas dissocier le logement de l'accompagnement. Il ne s'agit pas de créer demain des milliers de logement sans penser l'accompagnement de ces personnes, cela n'aurait pas de sens, même si c'est l'écueil actuel, en proposant seulement un accompagnement sans logement.

On voit la même chose se développer au niveau des politiques d'emploi : on veut activer les personnes, sans qu'il y ait en parallèle un travail sur la question de la disponibilité des emplois.

Nos équipes sont pluridisciplinaires (juriste, psychologue, assistants sociaux, éducateurs...) avec une perspective qui change par rapport à la question de l'hébergement temporaire puisqu'on envisage un accompagnement aussi longtemps qu'il est nécessaire.



Les personnes qui ont intégré le programme Housing First depuis dix, quinze ans peuvent ainsi toujours recevoir un soutien de ces équipes.

L'autre petite révolution au niveau de l'accompagnement, c'est un travail à partir des besoins et forces de la personne, non pas à partir d'une expertise. Il y a vraiment un renversement des rôles par rapport à ce qui est traditionnellement organisé dans la prise en charge des SDF, notamment avec des troubles psychiatriques, où l'expert est le psychiatre, le corps médical qui va orienter la prise en charge. Dans notre cas, celle-ci se fait à partir des besoins et désirs de la personne au sein du logement.

Ce dispositif remet en question des modes de fonctionnement historiques avec des experts qui développent un type d'accompagnement « top-down ».

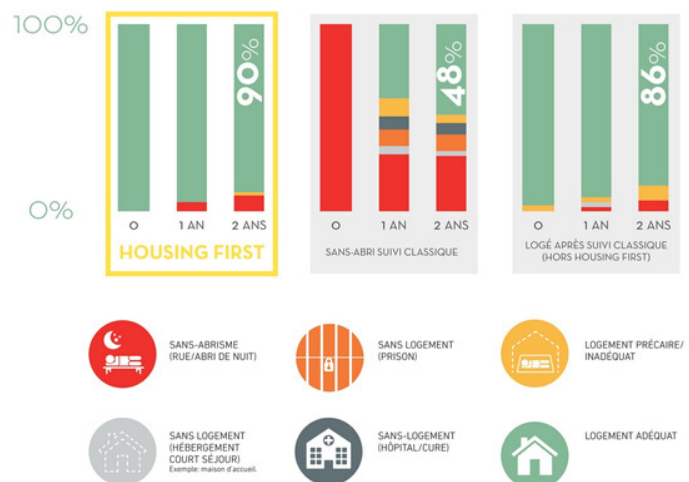
En Belgique, c'est la Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté qui a lancé cette expérience en 2013. Le projet a été développé, au départ, dans les cinq plus grandes villes : Anvers, Gand, Bruxelles, Liège et Charleroi. Il s'est depuis lors développé dans 17 villes. De 141 personnes en phase expérimentale, on est à plus de 700 personnes aujourd'hui.

Comme dans beaucoup de pays, l'idée était d'expérimenter d'abord la méthodologie, bien qu'éprouvée un peu partout en Europe et en Amérique du Nord, en comparant plusieurs groupes contrôles : l'un qui intègre un logement en Housing First, l'autre qui reste dans le système classique d'aide.

Après deux ans, les résultats sont très clairs : 93 % des personnes ayant intégré en logement en Housing First sont toujours en logement, contre seulement 48% dans le système d'aide classique.

Cela nous permet d'affirmer alors que ces personnes sans-abri ne sont pas des cas "perdus", notamment les profils les plus difficiles, ceux ayant passé plusieurs années en rue.

Il est tout à fait possible de faire accéder ces personnes à un logement, et surtout qu'elles s'y épanouissent, qu'elles améliorent leur état de santé, qu'elles s'y maintiennent.



On voit en tout cas que le système classique d'aide montre ces limites. Même si dans l'urgence et de façon ponctuelle, quand une personne arrive en rue, il faut forcément lui proposer un abri de nuit, répondre à ses besoins primaires, cela ne peut pas être la réponse dominante à long terme.

Quelques chiffres américains montrent d'ailleurs que le coût à la nuitée dans le modèle Housing First est largement inférieur aux solutions d'urgence mobilisées habituellement.

Partout où le Housing First a été développé, cela s'est accompagné d'une recherche de type evidence-based practice : l'idée est d'expérimenter une innovation sociale et d'en mesurer les effets.

C'est une nouveauté qui doit guider les politiques publiques puisqu'à l'heure actuelle, en Belgique, on est incapable de dénombrer le nombre de personnes SDF, et de déterminer le profil qu'elles ont.

En outre, on n'a pas d'études d'incidence sur les résultats du système traditionnel. A travers le consortium Housing First Belgium, on voit comment mener une recherche, produire de l'innovation sociale et interroger les politiques publiques traditionnelles.

Cela a amené des villes à revendiquer une ambition de réduction structurelle du nombre de personnes sans-abri, en se donnant comme objectif l'élimination et l'éradication du sans-abrisme chronique.

Peut-on mettre fin au sans-abrisme ? La stratégie nationale finlandaise

Depuis la fin des années 80, le modèle finlandais a évolué, avec une volonté toujours plus importante de recourir à des solutions durables plutôt qu'à des logements temporaires ou à la nuitée.

La recette est bien connue et elle passe par la création massive de logements publics, abordables et de qualité. En tout, 240 millions d'euros qui ont été investis sur dix années.



Aujourd'hui, avec 650.000 habitants, Helsinki dispose de 52 places à l'abri de nuit. A titre de comparaison, Namur avec 115.000 habitants dispose de 30 places. Cela ne veut pas dire qu'il faut réduire les places à Namur mais il faut par contre réduire l'expansion continue d'une dynamique d'accompagnement à la nuitée par une dynamique d'accompagnement structurel.

A mesure que le nombre de logements augmente, le sans-abrisme diminue. On ne peut pas penser une politique d'éradication du sans-abrisme sans une politique de création de logement en suivant les principes du Housing First, c'est-à-dire en rendant le droit au logement non conditionné à toute une série d'exigences comme cela peut être le cas actuellement, et en promouvant un accompagnement sur mesure.



Une perspective intégrée d'éradication du sans-abrisme en Belgique ?

L'enjeu pour la Belgique, et pour les villes singulièrement, est la question d'une stratégie interfédérale : on a un mécanisme qui a été développé en 2014 et qui doit encore être traduit opérationnellement dans un accord de coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées.

Il faudrait que cet accord de coopération permette une meilleure coordination des acteurs, avec une gestion approfondie des données (Combien y a-t-il de sans-abris ? Quels sont leurs profils ? Quels outils développer ?) et mesurer finalement l'efficacité et la qualité des outils.

D'autres axes sont essentiels :

- créer et renforcer l'accès à un logement durable, de qualité et accessible financièrement ;
- prévenir le sans-abrisme ;
- sortir d'une gestion du sans-abrisme au profit de solutions structurelles d'éradication du sans-abrisme.



Patricia VANDERBAUWHEDE (ville de Gand), pilote du réseau URBACT ROOF

A Gand, nous avons dû faire le constat que nous subissions une grave crise du logement, qu'il n'était pas facile d'y apporter une réponse. C'était surtout la population la plus vulnérable qui en était la victime.

Nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions pas résoudre tout cela seuls, que nous devions collaborer avec d'autres, au niveau local, bien sûr, mais aussi avec d'autres villes belges et européennes. C'est la raison pour laquelle nous avons estimé que ce réseau URBACT était la solution idéale pour le faire.



Nous avons distingué trois causes qui peuvent expliquer l'augmentation du sans-abrisme :

- la crise financière mondiale ;
- la crise migratoire ;
- la crise du logement.

Tous les chiffres montrent que le sans-abrisme augmente partout en Belgique. En Europe, la tendance est à la hausse également, sauf en Finlande, où le Housing First a porté ses fruits. Cette constatation a débouché sur cette idée d'un réseau européen de manière à présenter la solution Housing First dans différentes villes.

Ce qui était important, ce n'était pas seulement de s'intéresser au modèle, mais de le mettre en œuvre, de manière à changer l'instrument européen de prise en charge du sans-abrisme.

En Belgique, il n'y a pas vraiment de chiffres précis concernant le sans-abrisme que ce soit pour une ville comme Gand ou Liège, mais aussi pour le pays.

C'est un problème parce que si on ne connaît pas l'ampleur d'un phénomène, il est difficile de travailler efficacement, de prendre les bonnes décisions. Si on a 50 ou 1000 SDF, le travail ne sera pas le même.

C'est la raison pour laquelle ROOF veut mesurer ce phénomène du sans-abrisme, de façon à comparer à l'échelon européen les diverses situations rencontrées localement. ROOF se concentre sur le partage du savoir-faire.

Au niveau local, en tant que ville-partenaire de réseau URBACT, vous déployez un plan d'action intégré : cela signifie que vous travaillez de manière transversale et pluridisciplinaire.

De la sorte, toutes les parties prenantes sont autour de la table. Vous avez des objectifs à long terme pour éradiquer le sans-abrisme, en passant des centres d'accueil vers le Housing First.

Aujourd'hui, le réseau ROOF compte neuf villes partenaires, à savoir Braga, Gand, Glasgow, Göteborg, Liège, Naples, Timisoara, Thessalonique et Toulouse.

En Roumanie, Timisoara en est à ses premières réflexions sur le sujet. Thessalonique est, quant à elle, confrontée essentiellement à un public de réfugiés, et Naples est un peu dans la même situation. Glasgow est par contre déjà très avancée en matière de Housing First.

Le réseau a pour avantage de favoriser la rencontre entre parties prenantes de différents secteurs (logement, santé, politique...) qui, autrement, ne s'adresseraient jamais la parole sur cette problématique. Nous rendons visite à toutes les villes avec des experts pour comprendre ce dont elles ont besoin, ce qu'elles ont à offrir en matière de sans-abrisme.



Nous avons constaté qu'il fallait que la lutte contre le sans-abrisme soit un travail fait main dans la main, en favorisant une meilleure collaboration entre les différents services.

Avoir un plan d'action intégré en matière de lutte contre le sans-abrisme est en la matière une nécessité pour impliquer toutes les parties prenantes et aider les villes par rapport à un thème qui est très difficile.

Ces échanges permettent d'assister à l'émergence de toute une série de solutions pour porter le sans-abrisme à un autre niveau, comme à Gand avec le SVK (Sociaal Verhuurkantoor) ou à Liège avec le Housing Catcher.



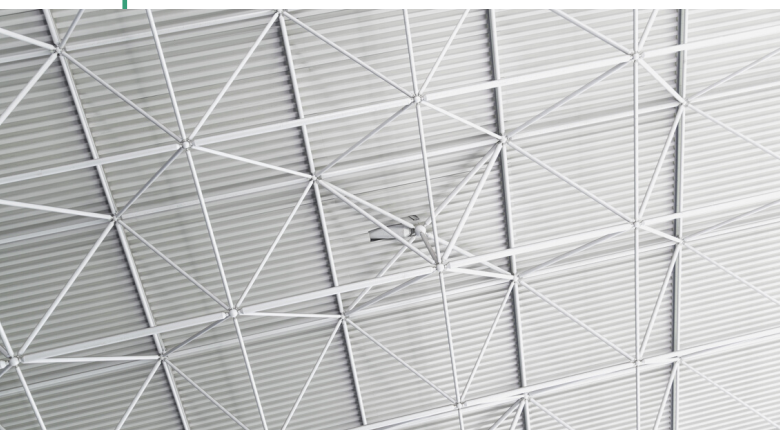
C'est un bel échantillon de villes à travers l'Europe, en ayant un équilibre entre les villes qui viennent de régions plus et moins développées. Cela veut dire que tous les partenaires ne sont pas tous au même niveau dans le développement de Housing First



On l'a déjà dit, le problème du sans-abrisme ne pourra pas se résoudre sans répondre à la crise du logement. Un de nos chantiers est de voir comment on peut impliquer le marché privé en la matière.

Nous cherchons aussi à viser des groupes-cibles comme les réfugiés, avec des personnes qui connaissent ces problématiques. En travaillant sur le réseautage, nous essayons de répondre à des questions spécifiques, mais aussi à avoir l'image la plus complète du problème.

Il y a en effet un réel besoin d'une stratégie nationale pour collecter des données sur le sans-abrisme. Vous ne pouvez pas vous limiter au seul niveau local. Pour l'Europe, aussi, c'est essentiel ! L'Europe peut enfin savoir comment les villes peuvent collaborer et agir dans la lutte contre le sans-abrisme. Il n'y a pas de stratégie pour éradiquer le sans-abrisme actuellement. Si ROOF pouvait être promu au niveau des villes européennes, ce serait un énorme pas en avant pour l'Europe.



Gregor STANGHERLIN (ville de Liège), partenaire du réseau URBACT ROOF

A Liège, la question du sans-abrisme est depuis très longtemps une question centrale et fondamentale. Grâce à l'expérience locale, nous avons déjà pu apporter une réflexion importante, mais force est de constater que la question du sans-abrisme s'accroît.

Grâce à ce travail en réseau, nous avons pu faire un travail en amont au niveau de la Belgique et des villes pour récolter des données sur le sans-abrisme.

Malgré des données diversifiées, on est incapable aujourd'hui de mesurer l'ampleur du phénomène mais aussi de distinguer les diverses problématiques sous-jacentes au sans-abrisme.

Tant au niveau local, que régional ou fédéral, on travaille pour qu'il y ait un échange important entre chercheurs, administrations et dispositifs d'accueil afin de récolter des données et d'avancer sur cette question.

On a la chance d'avoir des situations relativement comparables entre Liège et Gand, ce qui permet d'échanger sur la manière dont nous produisons nos données et sur la façon de les améliorer.

C'est un élément fondamental d'un réseau comme ROOF : si on veut changer les politiques publiques, cela ne devient possible que si on a des données de qualité, raison pour laquelle nous cherchons à développer des partenariats avec des centres de recherche, tant au niveau local que national et européen



A partir du moment où on arrive à mieux structurer notre récolte des données et leur analyse, montrant ainsi la diversité de la problématique, nous pouvons alors mettre en place des stratégies qui fonctionnent pour aller vers l'éradication du sans-abrisme, ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Aux niveaux européen et belge, on reste dans une gestion du sans-abrisme. C'est là toute la plus-value du modèle Housing First. Mais il faut aussi se rendre compte que pour le moment cela représente 25-30 personnes prises en charge par des petites équipes dans chaque ville, alors qu'il faudrait accompagner plusieurs centaines de personnes. Cela montre le décalage entre les politiques publiques existantes et les besoins.

S'il est fondamental de mettre en place ces réseaux entre les villes, on se rend compte aussi que la résolution du sans-abrisme ne se fera pas uniquement au niveau des grandes villes, mais aussi dans les agglomérations où il faut trouver des solutions durables, et malheureusement, notamment en Wallonie, on n'a pas d'outils pour mettre en place des stratégies supra-communales dans la lutte contre le sans-abrisme.

Enfin, le sans-abrisme est une problématique assez complexe qui touche des publics différents et qui questionne les politiques publiques en place, nécessitant pour y répondre de façon préventive et curative une coopération intersectorielle sur la question du logement, de la santé, des politiques sociales...

Au niveau de la santé, lorsque vous avez sept ministres en charge de cette problématique, cela devient très compliqué de mettre en place des dispositifs durables.

Notre devoir est d'apporter cet éclairage du terrain pour mettre en évidence qu'il y a des réponses à apporter dans nos villes, mais si on veut résoudre ce problème, il faudra une action concertée entre l'ensemble des secteurs et des pouvoirs publics, raison pour laquelle nous plaidons pour une stratégie fédérale en matière de lutte contre le sans-abrisme.





Pour toute information complémentaire, prendre contact avec

Zoé Lejeune
zoe.lejeune@uliege.be

Point de contact belge URBACT

site web : <https://urbact.eu/urbact-en-belgique>

Twitter : @URBACT_BE

Facebook : @URBACTBelgium

